



TÉMOIGNAGE

Établir de la confiance dans le quartier

Coordnatrice d'un PLP, Chantal Balthazart témoigne : plus que de la surveillance, la sécurité s'inspire surtout de la confiance installée au sein du quartier.

• Dominique VELLANDE

Certains les décrivent comme planqués derrière les rideaux afin de noter scrupuleusement les allées et venues de leurs voisins. L'image ne fait pas rigoler Chantal Balthazart, coordinatrice du PLP de Plancenoit-Lantier (en Brabant wallon).



Elle connaît certes la chanson mais ne se reconnaît absolument pas dans ce portrait. « Je me moque de la vie privée de mes voisins. Des personnes curieuses ou des mauvaises langues, il ne faut pas un PLP pour en trouver », rétorque cette dame qui sait ce qu'elle veut mais aussi ce qu'elle ne veut pas. « Le PLP n'a rien à voir avec une milice privée. Bien sûr qu'il y a parfois des cow-boys mais chez nous, ce n'est vraiment pas le

cas ».

EXASPÉRÉE

C'est un sentiment d'exaspération et non d'insécurité qui l'a conduite à créer ce PLP. « Il y avait eu l'une ou l'autre agression pas loin. Je me suis renseignée car je trouvais que les citoyens doivent aussi être acteurs de la sécurité. J'ai glissé un petit mot dans la boîte aux lettres de mes voisins et tout a démarré très vite. »

Chantal Balthazart l'admet : il n'est pas toujours facile de trouver un mode de fonctionnement équilibré. Soit installer des relations de confiance entre voisins sans que cela ne

« Avec le temps, nous avons appris à trier les informations intéressantes de celles qui ne le sont pas. »

devienne intrusif ou envahissant. « Nous ne sommes pas nécessairement des amis mais au moins on se connaît. C'est un formidable avantage. Relever le courrier de ses voisins quand ils sont en vacances, c'est un service que l'on rend et en même temps, c'est de la prévention. »

SURTOUT DES CONSEILS

Il ne faut pas non plus imaginer que cette coordinatrice de PLP inonde d'informations son agent de quartier.

« Avec le temps, nous avons appris à trier les informations intéressantes de celles qui ne le sont pas. L'agent de quartier nous adresse lui aussi une série d'informations. C'est un vrai échange mais qui se base sur la confiance et aussi sur la discrétion. »

Chantal Balthazart est formelle : l'existence de ce PLP a rendu les gens beaucoup plus prudents. L'idée n'est pas de transformer sa maison en forteresse mais plutôt d'appliquer quelques petites consignes élémentaires.

Dans ce quartier de Lasne, tout le monde ne fait pas partie du PLP. La coordinatrice évoque avec le sourire les « résistants ». « Je connais leurs raisons et je les respecte. Un PLP peut très bien fonctionner sans que tout le monde y adhère. » ■



Là où ils existent, les PLP font l'objet d'une signalétique routière.

Edm - 21746954776

Pas de vol depuis un an et demi

Chantal Balthazart l'observe : cela fait pas mal de temps que son quartier n'a pas reçu la visite de voleurs. « Cela fait environ un an et demi qu'il ne s'est rien passé » Mais cela ne signifie pas pour autant que la coordinatrice se retrouve sans boulot. « À la veille des vacances, j'adresse un courrier à tous

les membres pour leur rappeler quelques conseils de sécurité. » Les vacances, c'est aussi la période d'alarmes intempestives. « Quand l'alarme ne s'interrompt pas dans les minutes qui suivent, le principe est clair : on prévient la police et on ne va pas voir soi-même. » D.V.

CHACUN SON BOULOT

Pas question de constater les incivilités

Pourquoi les PLP n'intègrent-ils pas la prévention des incendies : la coordinatrice lasnoise y serait favorable.

• Dominique VELLANDE

Chantal Balthazart est claire sur le sujet : la collaboration avec la police se limite à un échange d'informations. Rien de plus. « Un député libéral avait rêvé d'octroyer au coordinateur PLP une compétence d'agent constateur. Autrement dit, traquer les incivilités et les dénoncer. Je pense que c'est resté lettre morte

mais je n'aurais jamais accepté. Un PLP, ce n'est quand même pas organiser des patrouilles avec fusil et chien. »

AUSSI LES INCENDIES

En revanche, Chantal Balthazart regrette toutefois qu'au niveau des PLP, la police met surtout l'accent sur les cambriolages et la prévention de ces derniers. « À mes yeux, la sécurité est plus globale. Pourquoi ne pas aussi intégrer la préoccupation des incendies ? Le PLP pourrait être utile pour prodiguer des conseils de prévention »

Sa réflexion ne s'arrête pas là. Chantal Balthazart songe aussi à toutes ces escroqueries qui se pratiquent sur l'espace public. « Tous les jours, des gens se font arnaquer.



Un député avait imaginé confier aux membres d'un PLP la responsabilité de constater des incivilités. Le projet n'est pas passé.

Mon mari a dernièrement été abordé dans un parking. La personne prétendait le connaître et a voulu entamer une conversation. En réalité, c'était un prétexte. Le principe est connu :

on vous soutire des renseignements dans le but de venir vous cambrioler par la suite. Pourquoi ne pas nous alerter quand des faits de ce genre sont commis dans la région ? »

PAS DE RETOUR DE L'INTÉRIEUR

Les PLP doivent évaluer leur fonctionnement. C'est ainsi qu'une réunion est organisée avec les membres et la police. L'occasion d'évaluer le règlement d'ordre intérieur ou de repécifier certaines dispositions de la charte de fonctionnement. À ce sujet, la coordinatrice lasnoise s'interroge aussi sur l'utilité des rapports que le PLP doit adresser tous les trois ans au ministère de l'Intérieur. « Quand on vous demande un rapport d'évaluation, ne serait-il pas normal d'avoir un retour ? » Difficile de lui donner tort. ■

PENSIONS

Le rachat des années d'études peine à séduire

Racheter ses années d'études pour booster sa pension. Lancée fin 2017,

déral du Plan qui tablait, voilà quelques mois, sur 484 millions d'euros de rentrées entre 2017 et 2020. Des recettes correspondant à 58 500 cas de régularisation dans le régime salarié 22 500 dans

« Et parmi ces personnes, certaines ont sans doute introduit des dossiers qui n'ont pas encore été traités ou finalisés », dit-on au cabinet du ministre, qui renvoie à l'automne pour des chiffres actualisés

pour sa part, ne semble pas surpris. « Je n'ai jamais été convaincu que cette mesure soulèverait les foules, dit-il. La raison est simple. Le rachat des années d'études ne permet pas de partir plus tôt à la pension mais



la mesure n'a séduit que 340 travailleurs pour l'instant.

● Caroline FIKELLES

Racheter ses années d'études maintenant pour espérer voir augmenter le montant de sa pension plus tard : voilà huit mois que la mesure du gouvernement est entrée en vigueur.

Et, au vu des chiffres apportés par le ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine (MR), en guise de réponse à une question parlementaire, la mesure semble avoir du mal à décoller.

Si les chiffres ne concernent que les travailleurs salariés et les fonctionnaires, au 1^{er} juin 2018, ils n'étaient que 340 à avoir effectivement racheté leurs années d'études réussies : 295 salariés et 45 fonctionnaires.

Au total, 937,75 années d'études ont été rachetées depuis le lancement de la mesure le 1^{er} décembre 2017. Soit une moyenne de 2,75 années par travailleur.

Quant au montant récupéré par l'État – chaque année d'étude rachetée coûte 1 500 € (voir vite dit) – il s'élevait à 1,5 million d'euros au 1^{er} juin 2018.

Contacté, le cabinet du ministre Ducarme (MR), n'était pas en mesure de fournir des chiffres pour les indépendants ce vendredi.

Cela dit, on reste loin, pour l'instant, des estimations du Bureau fé-

deral des Pensions, 23 300 dans le régime de la fonction publique et 16 300 cas dans le régime indépendant.

8 000 personnes se renseignent

8 097 personnes ont pris des renseignements à ce sujet, pointe toutefois Daniel Bacquelaine, qui cite des chiffres du Service fédéral des pensions (SFP).

Daniel Bacquelaine se dit confiant par rapport à sa mesure : « Il est normal que chacun étudie sa situation et attende parfois de connaître mieux son évolution propre de carrière pour savoir s'il doit ou non payer ces années d'études. Cette réforme s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'harmoniser progressivement les différents régimes de pension. » L'économiste Bruno Colmant,

pour plus de détails, préfère pas de le pousser plus d'augmenter, de façon modique, le montant de sa pension. Les gens vivent mal l'incertitude qui plane autour des pensions. Ils ont vu le gouvernement repousser l'âge de départ à la retraite et ont peur que les règles soient encore modifiées d'ici là. »

Pour l'économiste, le gouvernement laissera la mesure active « mais n'en espérera plus autant ». ■



Les meilleurs prix, des Artichauts aux Zakouskis



Les meilleurs prix, pour chaque produit, à chaque instant

En savoir plus ? colruyt.be

colruyt meilleurs prix

VITE DIT

De quoi parle-t-on ?

Depuis le 1^{er} décembre 2017, chaque salarié, indépendant, fonctionnaire peut racheter ses années d'études afin qu'elles soient prises en compte pour sa pension. Pour les salariés et les fonctionnaires, le gain par année rachetée est estimé à 267 €/an pour un isolé, 333 € pour un ménage. Le prix de ce rachat ? 1 500 € par année d'étude pour tous, y compris les fonctionnaires qui bénéficiaient jusqu'ici d'un avantage (rachat gratuit). 1 500 € dans les 10 ans suivant les études. Après, le rachat sera plus cher. Une période de transition (jusqu'au 30/11/2020) est prévue, durant laquelle salariés et indépendants peuvent racheter leurs années réussies après leur 20^e anniversaire 1 500 €, quel que soit l'avancement de leur carrière. Les fonctionnaires, eux, bénéficient d'une réduction de 15 %. Pour ceux-ci, le rachat pourra encore intervenir gratuitement en fonction de la carrière déjà prestée.